

HIGHLIGHTS

- Plus de 40 000 personnes directement affectées par les inondations à l'Extrême-Nord. Plus de 20 000 ont été touchées dans le département du Logone-et-Chari uniquement.
- 2 549 réfugiés de la République Centrafricaine rapatriés dans leur pays d'origine, parmi 6 350 ayant exprimé leur souhait de rentrer en fin août 2019.
- L'amélioration de la sécurité alimentaire des victimes de la crise dans les régions du Nord-Ouest/Sud-Ouest : Le 'Success Story' de la FAO.
- LUKMEF's Hope project for GBV victims of the crisis in the North West and South West Regions.

CONTENTS

- Une réponse d'urgence déployée face aux inondations à l'Extrême-Nord du Cameroun _____ 1
- Déplacements de populations dans le Mayo Sava. __ 3
- Le HCR prévoit de faciliter le retour de 4 000 réfugiés centrafricains d'ici la fin de l'année 2019 _____ 4
- Au Cameroun, un projet d'amélioration de la sécurité alimentaire redonne espoir aux victimes de la crise dans les régions anglophones _____ 5
- LUKMEF's interventions to manage the GBV related consequences of the crisis in the NWSW _____ 7
- The reality in the field from a #WomanHumanitarian _ 8
- Quand le CBI redonne l'espoir _____ 11

CHIFFRES CLÉS*



4,3M

Personnes dans le besoin



2,3M

Personnes ciblées



279K

Réfugiés



922K

Personnes déplacées internes



314K

Retournés



299M

Financement requis

124M

Financés

41%

Couverture

* Chiffres clés de la réponse humanitaire, Novembre 2019

Une réponse d'urgence déployée face aux inondations à l'Extrême-Nord du Cameroun : Exemple de Solidarités Internationales

Les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers mois à l'Extrême-Nord du Cameroun ont provoqué de fortes inondations. Dans les zones affectées, les habitations, les quelques biens matériels et les moyens de subsistance des populations sinistrées, ont été engloutis par les eaux. Face aux besoins importants de ces populations, une réponse d'urgence a été lancée par des partenaires humanitaires parmi lesquels SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI).

A l'Extrême-Nord, plus de 40 000 personnes ont été directement affectées par les inondations. Plus de 20 000 ont été touchées dans le département du Logone-et-Chari, où SI intervient depuis 2017 dans le cadre de la réponse à la crise provoquée par les incursions répétées de Boko Haram. Seul moyen pour nos équipes de rejoindre les zones sinistrées et d'acheminer l'aide prévue : utiliser des pirogues à pagaies ou à moteur.





Alphonse Arsène Sombog, Adjoint coordinateur logistique SI, détaché sur le projet

« Il faut savoir que ce n'est pas facile de trouver des fournisseurs qui ont un nombre de pirogues suffisant pour déplacer tous ces kits. Une fois notre destination atteinte, c'est encore très difficile de circuler, on doit passer par des digues où seules les motos peuvent passer, et si on fait une erreur, on se retrouve carrément dans l'eau ! Je ne sais pas comment les gens font pour vivre et se déplacer. »

Les inondations ont forcé certaines familles à se déplacer dans des communes voisines, dans une région déjà fragilisée par la crise sécuritaire du Bassin du Lac Tchad.

Pour répondre aux besoins immédiats de ces familles sinistrées, une réponse d'urgence a été mise en place par SOLIDARITES INTERNATIONAL en partenariat avec Action pour la Paix et le Développement (APA), une ONG locale, grâce au soutien financier du Startfund, activé en moins de 72h suite à la première alerte lancée par la

communauté humanitaire le 09 octobre 2019. La réponse a ciblé les arrondissements de **Maga, Zina, Kai Kai, Logone Birni (1 000 ménages) et Ngouma, Sagné, Tchika (500 ménages)**.

600 kits d'hygiène (comprenant des bidons et seaux pour transporter l'eau potable, des savons, des pastilles de purification de l'eau, ...) et **50 rouleaux de bâches de 50m pour construction de 100 abris temporaires ont été distribués aux plus vulnérables**. « Les populations sont très satisfaites car nous sommes les premières personnes à venir leur distribuer de l'aide suite aux inondations. Notre aide doit leur permettre de se relever : de s'habiller, d'envoyer leurs enfants à école, de se nourrir... » explique Alphonse Arsène Sombog.

Compte tenu de la vulnérabilité des populations et pour éviter qu'elles optent pour des stratégies d'adaptation négatives comme l'emprunt d'argent, cette aide d'urgence a été complétée par des **transferts monétaires et la distribution de coupons alimentaires d'une valeur totale de 90 000 FCFA par ménage** afin de leur permettre d'accéder à la nourriture ou de reconstituer leurs moyens de subsistance ou encore leurs maisons, en fonction des besoins qu'ils considèrent comme prioritaires.

Ces inondations sont arrivées quelques semaines seulement avant la saison des récoltes. Il faut donc s'attendre à ce que les impacts sur la sécurité alimentaire de ces personnes soient également très sévères. « Pour l'instant, l'eau continue de monter et il y a un risque fort que les conséquences des inondations soient encore plus importantes. On espère que ça va bientôt s'arrêter... »



Déplacements de populations dans le Mayo Sava



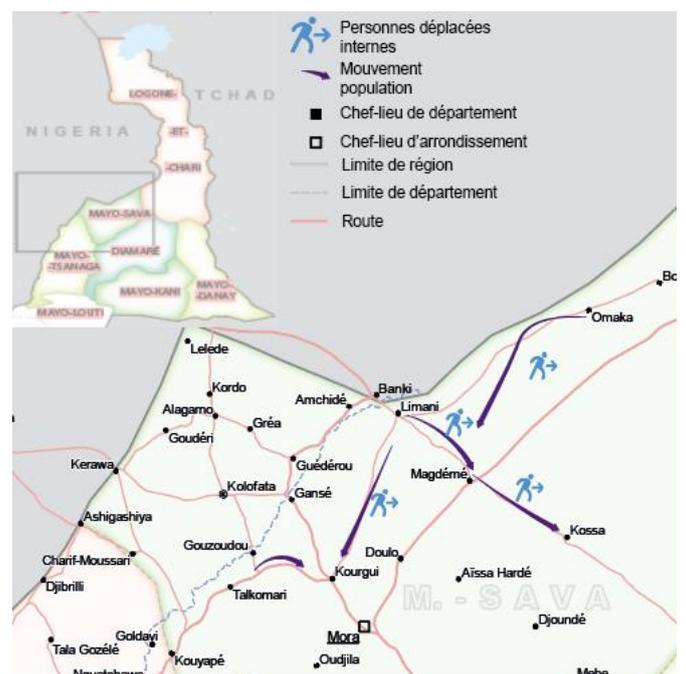
Ménages de Goulmoudi déplacés à Kourgui - 22/10/2019 - OCHA

La dégradation de la situation sécuritaire depuis le mois de septembre conduit à de nouveaux déplacements de populations dans le département du Mayo Sava. Les incursions violentes d'éléments suspectés d'appartenir au groupe armé Boko Haram sont quasi quotidiennes dans les localités des arrondissements de Kolofata et de Mora. Si jusqu'alors les agressions étaient lancées depuis le territoire nigérian, la majorité des attaques portées contre les populations civiles en septembre, octobre et novembre prennent racine sur le territoire même du Cameroun. Elles affectent de ce fait des localités jusqu'alors épargnées car plus distantes de la frontière nigériane. Les assaillants opèrent le plus souvent de nuit ; ils ont bénéficié en cette période de l'année d'une saison des pluies exceptionnellement longue et nourrie qui obère la mobilité des Forces Armées et donc leur capacité de réaction rapide. Entre le 1^{er} septembre et le 28 novembre, 98 attaques de prédation auront coûté la vie à plus de 47 civils et occasionné des vols de biens et de nourriture et la destruction de centaines de maisons dans plus de 15 localités différentes des deux arrondissements.

En réaction à ces attaques, mais aussi en prévention contre d'autres attaques, de nombreux ménages des localités touchées ou environnantes ont fui leur village pour se regrouper plus près de

certaines positions militaires. Nombre de ces ménages étaient identifiés comme « retournés » dans les enquêtes conduites par l'OIM, et sont donc à nouveau déplacés. Dans l'arrondissement de Mora, il s'agit notamment des populations de villages de l'axe Limani – Homaka – Boundary et de l'axe Mora – Wasa qui se sont regroupées à Double (1 400 nouveaux PDI enregistrés) où se trouve une base du 42^{ème} BIM. Les villages sis entre Double et Kossa ont été désertés par leurs populations, dont 1 150 personnes qui se sont réfugiées à Kossa où gendarmes, policiers et comités de vigilance procurent un minimum de sécurité. Pour l'arrondissement de Kolofata, les habitants des hameaux le long des axes Amchidé - Ganse et Limani - Kourgui ont fui près des bases BIR d'Amchidé d'une part, et des forces du BIM à Kourgui d'autre part. On constate également de nombreux mouvements quotidiens de population des localités de Gouzoudou, Tolkomari, et Kouyape qui se réfugient la nuit à Kourgui ou même Mora. Pour beaucoup d'entre elles, les personnes déplacées se déplacent préventivement de peur d'une attaque, mais aussi pour éviter d'être suspectées par les Forces militaires qui ratissent de plus en plus les zones dites « infiltrées ».

Plusieurs évaluations ont été conduites auprès de ces nouveaux ménages déplacés, notamment par les équipes du RRM (Double / Kossa / Kourgui). Une majorité des ménages déplacés sont réparties auprès de familles d'accueil qui à Kourgui, qui à Mora, Double ou Kossa ; mais de nouveaux sites spontanés sont apparus, à Kourgui et à Kossa. Le CICR, les ONG présentes dans la zone (NRC, PU, ACF, IRC, Intersos notamment) apportent des réponses pour renforcer les abris et compléter les biens de première nécessité. Le PAM évaluent l'opportunité et la pertinence d'inclure ces ménages dans les programmes de transferts monétaires puisque les marchés sont toujours dynamiques dans la région. Les autorités pour leur part facilitent cette réponse, mais sont confiantes que ces ménages pourraient rentrer dans leurs villages respectifs à courts termes avec une amélioration de la sécurité pendant la saison sèche qui a débuté au début du mois de novembre. Ces nouveaux mouvements de populations constituent néanmoins un retour en arrière, au moins temporaire, dans le processus de stabilisation et de pacification du département du Mayo Sava.



Le HCR prévoit de faciliter le retour de 4 000 réfugiés centrafricains d'ici la fin de l'année 2019



Traversée du Pont sur la Bombé, frontière naturelle entre le Cameroun et la RCA par un camion transportant des rapatriés

Le 23 octobre 2019 dernier, le Cameroun a entamé le rapatriement volontaire de 410 réfugiés centrafricains installés dans la région du l'Est du pays, avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Ces retours volontaires facilités par voie routière sont coordonnés par les Gouvernements du Cameroun et de la République Centrafricaine (RCA), l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), tous parties prenantes de l'Accord Tripartite signé le 29 juin 2019 pour le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains dans la dignité et la sécurité.

Les convois de rapatriement volontaire de réfugiés désireux de rentrer partent du site de Gado pour Bouar en passant par Beloko et du site de Lolo

pour Berberati en RCA.

Au 28 novembre, 2 549 réfugiés de la République Centrafricaine ont été rapatriés dans leur pays d'origine.

Il faut préciser qu'au 31 août, 6 350 réfugiés avaient déjà exprimé le souhait de rentrer chez eux.

Le représentant du HCR au Cameroun, Kouassi Lazare Etien a indiqué « *qu'avec la mise en œuvre progressive du processus de paix engagé en Centrafrique à travers l'accord de Khartoum signé le 06 Février 2019 entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés centrafricains, les Préfectures de Nana Mambere et de Mambere Kadey offrent aujourd'hui une certaine stabilité qui encourage certaines familles de réfugiés à opter pour la solution durable qu'est le rapatriement volontaire librement consenti* ».

La directrice régionale du HCR Milicent Mutuli qui a fait le déplacement pour prendre part à l'accueil du premier convoi à Beloko (RCA) - a quant à elle réaffirmé l'engagement du HCR à soutenir le retour volontaire des réfugiés Centrafricains dans la sécurité et la dignité. « *Le fait que les gens rentrent volontairement chez eux est un signe positif que la situation s'améliore et le HCR continuera à soutenir la RCA et les pays d'asile en vue de faciliter le retour durable des réfugiés centrafricains qui en expriment le besoin* » a-t-elle déclaré.

Dans le camp de Gado, l'émotion était palpable chez les premiers candidats au retour. « *Lorsque j'ai quitté la Centrafrique en 2013, j'étais au lycée en classe de 1ère. A Gado, j'ai appris plusieurs métiers en travaillant avec des ONG, et je suis fier aujourd'hui parce qu'avec ce que j'ai appris, je pense que je suis prêt pour rentrer : je suis encore jeune et j'ai des ambitions professionnelles* », explique Baptiste, 26 ans, entouré de son épouse Prisca et de sa fille Jennifer, âgée de huit ans. C'est avec émotion qu'il quitte le site qu'il a contribué à bâtir.

« *Mes deux filles se sont mariées durant les 6 années passées sur le site de Lolo. A chacun de leur mariage, j'ai planté un colatier. Demain je m'en irais avec mes plants pour garder aussi longtemps ce souvenir heureux* » relatait avec joie Mama Yasmine à un collègue du HCR, lors de l'enregistrement des effets au centre de transit de Lolo le 20 novembre dernier.

Lorsque l'espoir se mêle à la nostalgie...

Au sein de la communauté, la joie est perceptible, la tristesse aussi à chaque départ.

Pour Al Kassim, porte-parole des réfugiés et candidat au retour pour la première vague : « *l'Etat du Cameroun a fait preuve d'hospitalité. Nous sommes arrivés dans un état critique mais grâce à l'aide des partenaires nos conditions de vie se sont considérablement améliorées.* »



Une famille réfugiée contente de regagner la RCA sur le centre de transit de Lolo

Yaoundé, un accord tripartite avec le Cameroun et la République centrafricaine (RCA). Cet accord fixait le cadre juridique du retour volontaire des 275 000 réfugiés centrafricains établis au Cameroun.

Lors de l'embarquement, Amina, tenant la main de son ex-voisine venue lui dire au revoir, nettoie furtivement son visage. « Mes larmes expriment autant ma joie que ma tristesse car je laisse derrière moi une famille » avouera-t-elle après un long silence. Son époux Alidou, est certes pressé de rejoindre la RCA, cependant il ne peut s'empêcher de penser aux dernières années qu'il a passées dans le camp de Lolo.

Dès le départ du convoi pour le frontière à 20km, des pleurs s'élèvent du centre de transit de Lolo.

Pour 2019, les retours concernent uniquement les réfugiés installés dans les sites aménagés de Borgop et Ngam dans la région de l'Adamaoua et de Gado, de Timangolo, Mbile et LoLo dans la région de l'Est.

Pour rappel, le HCR avait signé le 29 juin 2019 à

Au Cameroun, un projet d'amélioration de la sécurité alimentaire redonne espoir aux victimes de la crise dans les régions du NOSO

Du désespoir au sourire, comment des victimes de la crise dite anglophone au Cameroun sont devenues d'incontestables femmes d'affaires.

Depuis la fin 2016, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun sont en proie à une crise sociopolitique qui affecte considérablement les populations. Avec le support de ses partenaires financiers et techniques, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) travaille à apporter de l'assistance aux personnes vulnérables afin d'endiguer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. C'est ainsi que le projet d'amélioration de la sécurité alimentaire des personnes déplacées internes et leurs communautés hôtes mis en œuvre depuis décembre 2018, redonne de l'espoir aux bénéficiaires des départements ciblés dans les deux régions en crise. Ces victimes sont passées en très peu de temps de novices à véritables professionnels de l'élevage.



Les victimes de la crise sociopolitique au Cameroun retrouvent le sourire grâce à l'élevage des poulets. ©FAO/Daniel Mvondo

La démarche assurée, l'allure conquérante, Jasinta se dirige vers sa ferme. Depuis presque deux ans, c'est sa routine matinale. Tous les matins, elle se lève, vérifie l'état de ses poulets, leur donne à manger et remplit leur abreuvoir.

Mère de quatre enfants, Jasinta est pour plusieurs dans son quartier, une véritable référence, très sollicitée pour ses poulets de chair qu'elle élève et commercialise fièrement. « La FAO a suscité mon intérêt pour cette activité dont je ne savais quasi rien », confie-t-elle; « l'Organisation m'a remis 40 poulets de chair, le matériel nécessaire pour me lancer et m'a formée à l'élevage. Après ma première vente, j'ai été surprise par les profits

généralisés et j'ai décidé de m'investir un peu plus dans ce domaine ». A Bokwai, localité de la ville de Buea dans le Sud-Ouest du Cameroun, « Mama White » comme l'appelle affectueusement son entourage offre la chaleur de son domicile à douze personnes déplacées internes du fait de la crise sociopolitique en cours dans les régions anglophones du pays.

« Tout a commencé en fin 2016. Les choses allaient vraiment mal pour nos frères à l'intérieur du pays. En temps de crise, le chef du village et le chef de quartier sont souvent les plus sollicités. En ma qualité d'épouse du chef de ma localité, j'ai décidé de mettre la main à la pâte, afin d'alléger leurs souffrances. J'en ai accueilli deux, puis quatre et actuellement ils sont au nombre de douze chez moi », explique-t-elle.

Partir pour survivre, sans aucune ressource

En effet, l'insécurité et la violence grandissante dans plusieurs localités des régions anglophones au Cameroun causent un nombre considérable de déplacements internes, drainant des populations apeurées, en quête de sécurité. Joyce, personne déplacée interne relocalisée à Bokwango¹ avec ses quatre enfants explique : « Il était devenu impossible de vivre à Kake I². Il y'avait des coups de feu tout le temps, la vie était devenue très dure pour nous là-bas, particulièrement pour mes enfants qui sont encore très jeunes. Alors j'ai décidé de tout quitter pour m'installer ici à Bokwango ».

Dans ces régions où plus de 80% de la population dépend de l'agriculture comme moyen de subsistance, la recrudescence de la violence a entraîné une baisse considérable de la production agricole ainsi qu'une hausse des prix des produits alimentaires de base. De même, l'insécurité récurrente a pour effet d'entraver les mouvements de population et de limiter l'accès aux marchés. De ce fait, la vulnérabilité de la population face à l'insécurité alimentaire s'est considérablement accrue.



Limiter les effets de l'insécurité alimentaire

Afin de réduire les conséquences néfastes de la crise, la FAO Cameroun travaille à améliorer la sécurité alimentaire des personnes déplacées internes et des membres de la communauté hôte rendus vulnérables. Grâce aux financements du Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies (CERF), 1 000 ménages ont pu bénéficier de l'encadrement de la FAO et de ses partenaires en matière d'élevage de poulets et de commercialisation des œufs. Ainsi en 2019, la FAO a distribué 10 000 poules pondeuses, 20 000 poulets de chair, 100 tonnes d'aliments pour volaille et du matériel pour la construction de 1 000 unités de production avicoles. Un autre groupe de bénéficiaires se prépare pour se lancer dans les mêmes activités à partir de janvier 2020 grâce à un financement complémentaire mobilisé par la FAO. Il s'agit en effet de 1 250 ménages supplémentaires qui seront soutenus à travers la production d'œufs et le maraichage. Le projet met un accent particulier sur l'inclusion des personnes en situation de handicap qui comptent pour 10% des bénéficiaires. A cet effet, il travaille en étroite collaboration avec les associations de personnes vivant avec un handicap des zones cibles. La mise en œuvre de ce projet permet d'adresser simultanément plusieurs difficultés liées à l'insécurité alimentaire.

1 Localité de Buea dans la région du Sud-Ouest Cameroun ;

2 Localité du Cameroun située dans le département de la Mémé et la région du Sud-Ouest.

D'une part, la malnutrition est prévenue, l'œuf étant un aliment riche en nutriments et parfaitement recommandé pour la croissance des enfants.

D'autre part, le projet permet aux familles à travers la commercialisation de leurs produits, de générer des revenus afin de répondre à leurs besoins élémentaires. A ce sujet, Jasinta témoigne : « j'ai commencé avec 40 poulets de chair que m'a remis la FAO et aujourd'hui j'en ai jusqu'à 600. J'ai agrandi ma ferme, mon commerce est florissant. Cette activité me permet de payer la scolarité et une formation professionnelle aux personnes déplacées internes sous ma responsabilité ».

Malgré les difficultés rencontrées, le projet d'amélioration de la sécurité alimentaire des personnes déplacées internes et leurs communautés hôtes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se veut porteur d'espoir. Joyce confie : « Avec les bénéfices obtenus de la vente de mes œufs, j'ai étendu mon activité à l'élevage des poulets de chair. Grace à eux, nous mangeons et revendons pour créer des revenus et subvenir à nos besoins. Je me sens plus sereine ».

En savoir plus: Site web: [La FAO au Cameroun](#) Site web : [Profil de pays : le Cameroun](#)



Grace au financement UNCFER et l'appui technique de la FAO, les bénéficiaires du projet produisent des œufs et les commercialisent dans les marchés locaux.
©FAO/Daniel Mvondo

LUKMEF's interventions to manage the GBV related consequences of the crisis in the NWSW



External view of safe space for GBV victims

The Anglophone crisis has been affecting the North West and South West regions of the country for three years. In early 2018, it also became a humanitarian crisis that displaced hundreds of thousands of people, most of them women and children.

The ongoing conflict has clear effects on the Gender-Based Violence (GBV) landscape of the crisis. We were honoured to be a GBV service provider before the crisis, and our efforts have only intensified since then. We at LUKMEF can say without any doubt that GBV has been consistently on the rise in all its forms since early 2018. The average number of cases reported in a week has moved from 7 to 10.

The current environment, where more than 480,000 persons are displaced in the North-West and South-West has had damaging consequences in family structure, that directly cause gender-based

violence, namely:

Men are dead, on the run, or have joined the armed groups; many others are displaced with their families, and separate from them as a mitigating strategy. They leave their families in the forest, and go to town to look for opportunities, or the other way around, stay in the village, facing the constant raids of the military and the cohabitation with the armed groups, while they send their families to the urban centres. As a consequence, the number of households headed by women has dramatically increased. Women have to take care of all their children and dependent family members and see themselves in a new environment without much of a social safety net. Sex for money and abuse has increased consistently in the urban centres of the North-West, the South-West, the Littoral and the West.

Violence within the family has increased as a result of unemployment. The women are now the ones providing. The frustration and idleness of the men has increased the likelihood of domestic violence all over the two regions.

To meet the needs of these women and girls survivors of GBV, a number of activities have been carried out with support from international organisation such UNFPA, UNWOMEN, UNICEF, CARE International and a host of others. Some of these activities are:

- Identifying GBV cases and providing them with a comprehensive response package including Health, Legal, Psycho-social support etc. in the South West and North West;
- Provision of rapid income generating activities and start-up capital for survivors in the South West;
- Distribution of Mama and dignity kits to women and girls affected by the crisis in the South West and North West.
- The creation of a temporal shelter home for survivors with the need for shelter and other services in the South West.
- Awareness raising on GBV, Sexual and Reproductive Health, HIV and other Sexually Transmissible Infections. Awareness raising activities are geared towards having people in the communities know where they can access various services, in the south West and North West.
- A referral pathway has been produced and is being distributed in the communities though it does not carry enough information on service providers in areas like Lebialem which are hugely affected.
- A mobile clinic has also been set up which gets into the bushes to deliver services to the population especially women and children in the South West and the North West.

Those benefiting from these services offered by LUKMEF are survivors and other vulnerable people identified within the framework of the interventions. A total of about 4,348 women and girls have been reached through our interventions with most of them being above 18 years of age. These beneficiaries are identified through a validated vulnerability criteria, which is approved by the agency in question.

The 4,348 women and girls supported so far do not even constitute half of the number of women and girls affected as a result of the conflict. There is therefore a need to mobilise more resources to meet with the pressing needs of these women and girls.

The reality in the field from a #WomanHumanitarian

Reach Out is one of the local Non-Governmental Organizations highly involved in the humanitarian response in the South West region since the start of the crisis. Esther Omam is at the head of a team of over 80 committed young men and women putting up a great effort each day to reach those most in need. She spoke to OCHA in the following interview about her work and the humanitarian situation on the ground.



1. What is your appraisal of the humanitarian situation in the NWSW so far, from the perspective of response?

The humanitarian response is holding up solely because of great inter-community solidarity. Displaced persons are surviving in the bushes and in town not because of the humanitarian community, but because of their brothers and sisters that share the little they have with them.

The humanitarian situation keeps deteriorating: two years without a functional health system, that is no vaccines, no surveillance, no access to basic healthcare for most of the people living in the North-West and South-West, three years without education, most of our rural children do not speak English anymore, and food security keeps deteriorating. We are already seeing a radical increase in malnutrition, which was close to zero before the crisis. In the South-West and North-West we are blessed with vast and fertile farmlands, which are getting more and more difficult to maintain, but the food supply is reducing. Trade is also getting more expensive, given our horrible roads coupled with the insecurity, communities have less to eat and they buy it at a higher price. Critically isolated communities such as Bafaka or Dikome Balue, in Ndian, could be the scenario of a famine in the coming months and years, if nothing changes.

2. Reach-Out is one of the first organisations to engage in the humanitarian response in the context of this crisis. What have been the challenges faced and how have they affected the response?

Since February 2018, our main concern is insecurity, keeping our staff safe. We have been pushed to learning risk-management and access strategies overnight, and we can be happy to say nobody has been physically harmed, but it has not been an easy road.

Safety has many implications; it needs to be embedded in all your activities. Today, we are all paranoid in order to be safe. Any humanitarian project needs to be scanned to evaluate how it will be perceived by parties to the conflict. What are the

riskier points? How are the activities going to be perceived and presented to the different stakeholders in order to ensure safety? Sometimes, projects need to be re-thought in order to be fully neutral and safe, and fit a coherent access strategy.

Here, we also have problems with donors not willing to adapt the rules to the present context and come with solutions that are replicated from other countries. When we don't have flexibility to operate, we will put ourselves at risk.

3. The crisis has been noted as the worst funded in Africa, specifically about funding, do you think there is a specific reason why funding remains a challenge?

We are unable to communicate properly about the work we do. There are security reasons for this, there are protection reasons too, we don't want to expose our beneficiaries. There are even funding reasons (and that's a vicious cycle). Sometimes we don't even have the right equipment to communicate up to international standards. But overall, we keep doing work that is not being reported anywhere. With more than 300,000 persons supported this year by Reach Out, we barely have a handful of stories and pictures.

Another vicious cycle is the idea that humanitarians do not have access to the communities in need. Donors claim there is no point into giving resources, because humanitarians will not be able to spend it where it is needed because they cannot reach there.

We want to challenge that idea. There has been no community where Reach Out wanted to go and did not go because someone refused our presence. We can say the same thing for many other local humanitarian NGOs operating in the North-West and South-West. If you want to deliver assistance somewhere, and your assistance makes sense, it might take you a while, but you are going to get there. Donors keep saying we have not had the access because even partners with offices in Buea keep telling them this. They don't have access, because they cannot bear the risk, but the humanitarian community has had access anywhere they wanted to go, if they wanted to go.

However, access without a service to render is pointless. We can only prove we have access if resources are given to us to serve those communities. You don't come to a negotiating table with no intervention plan. Access is possible, but extremely difficult, and we need to play our cards right. We cannot negotiate access with hopes and undefined plans, but only when we have a clear idea of what is it that we want to do, when and how.

Lastly, Cameroon was doing fairly well before the crisis. Our feeding is rich; our health system was well functioning. Even today, two years after the start of the civil war, malnourishment indicators, HIV rates, food security levels, are much better than those of the worst crisis in the world. Sadly, it seems the international community will have to wait for the situation to devolve to the worst conditions before they consider it worthy of their money.

4. There has been what I can call inconsistencies in numbers and this seems to have created a whole controversy around humanitarian response, why is this so?

It's a failure of the humanitarian community. We don't share the same views, level of understanding, and data. If we don't have a shared understanding of what is going on, it is difficult to close on final numbers. We have failed ourselves to involve everybody to draw information, and then stand confidently in front of the numbers we provide. If we don't really believe what we are saying, how can others believe it?

Some critical points that make this difficult are:

- Access to carry-out needs assessment and displacement mapping are more difficult than that of humanitarian services, and assessment is the riskiest of humanitarian activities. So much of the information around the crisis is incomplete.
- There is no common definition of displaced person, that goes into the complicated displacement patterns that people have followed during this crisis (living between the bush and the original village, going and coming from the urban areas, how families separate)
- Still today, many people challenge the idea displaced persons are in the bush, and even the concept of the bush itself. But anyone can do this exercise by themselves, if you look at the census pre-crisis for the most affected communities, and see that people are no more in their villages, they have not come to the urban areas in massive numbers, and the displacement to host communities is not enough to fill the gap, where are they? They can only be in one place, the same place where they have been telling us they have been since the start of the crisis.
- Lastly, of course, different parties are interested into downplaying or exaggerating the crisis, and their own estimates contribute to casting doubt into our own. But that is normal in any conflict and would be manageable if we as a community had a stronger understanding and shared position on the crisis.

5. Coordination in such crisis is key. Do you have the feeling that there is a gap in this area? If yes, what suggestions to better the situation?

Our humanitarian leaders, those who have come from the outside to build our capacities and work with us, are having very short-lived contracts. As staff keep rotating, knowledge is getting lost, and we start all over again. At this point, we are the ones briefing them. This is a crisis that needs a level of familiarity and understanding that you don't build in 3 or 6 months, and that you cannot transfer to your replacement. You can't transfer personal relationships. This boils down again to lack of funds, I'm sure they would like to have longer contracts, but nobody is paying for that.

6. Any hope the situation will improve in the coming year? In which areas could we expect any possible improvement?

We don't expect funds to dramatically increase. We have already seen the surge, from mid-2018 to mid-2019, funding grew, and then it reached a plateau, we are seeing major agencies closing or reducing the size of their operations. This is as far as we can get, with most of the South-West and North-West completely untouched, it seems the humanitarian response will never grow to the level of its expectations.

We expect the crisis to get worse in general, which will make humanitarians more necessary. We expect health epidemics, the first famines, and growing malnutrition.

As the war continues and it gets more cold, desperate, and brutal, we need to be fully aware that humanitarians become a more acceptable target.

The earlier we accept it the faster we can do something about it. Don't wait on the UN to solve this crisis. Don't wait on the UN to serve all our needs. It will never happen. There will never be enough resources. All of us need to take up our responsibility and do something to support those in need. No matter how small you are, you can volunteer for an organization, you can do fundraising in your local church, you can help those you know that are coming from the bushes. Try your best with the little you have and call yourself a humanitarian. If we all do something, we will have the response we need.

Quand le Cash Based Intervention (CBI) redonne de l'Espoir...



Ketté, Région de l'Est - Dans la localité de Ketté, qui abrite 1 714 réfugiés centrafricains, vit Youssoufa Boya. Ce père de famille de 44 ans n'a pas toujours été réfugié et vulnérable, et lorsqu'il raconte la vie qu'il menait en république centrafricaine avant d'arriver ici, on l'imagine aisément en cultivateur prospère : « *Avant d'arriver au Cameroun j'avais une vie normale et aisée en RCA. J'étais propriétaire de plus de 100 bœufs* », explique Youssoufa assis à l'ombre de sa maison.

A ses côtés, il a déposé ses béquilles. Celles avec lesquelles il est contraint de vivre depuis qu'un accident l'a privé de sa jambe gauche : « *Arrivé au Cameroun en 2004, je me suis installé dans la localité de Garga-Sarali et tout allait bien pendant deux ans. Mais après, j'ai*

progressivement perdu mon bétail de suite des nombreuses maladies. En 2007, j'ai perdu ma jambe gauche suite à un accident en coupant un arbre avec la machette.

Une vie émaillée de drame qui l'a amené à s'installer à Keté où il a monté un petit commerce, et commencé à reconstruire sa vie : depuis son arrivée sur le site en 2011, il s'est marié et a eu deux petites filles de 6 ans et 7 mois.

Mais du fait de sa situation particulièrement difficile, Youssoufa fait partie des bénéficiaires du CBI (cash based intervention) : une petite allocation financière qui doit lui permettre de développer son commerce : *Avec l'argent du CBI, j'ai augmenté mon fonds de commerce et ceci m'a permis de diversifier et d'augmenter les quantités de ma marchandise. Chaque fois que je reçois de l'argent du CBI, 50 voire 100 % sont injectés dans mon commerce. (...) Actuellement, j'arrive à nourrir ma petite famille, à subvenir aux petits besoins de santé et autres ».*

Le CBI fait partie des programmes mis en œuvre par le HCR afin de garantir la protection et l'assistance aux réfugiés au Cameroun. Ce type d'assistance revêt plusieurs avantages : flexibilité, liberté de choix et redonne la dignité aux bénéficiaires. Les personnes concernées par ce projet sont les personnes vulnérables non prises en compte par l'assistance alimentaire du PAM (cas des réfugiés) et des personnes vivant dans l'extrême vulnérabilité (population hôte).

Dans la région de l'Est, le projet CBI a effectivement démarré en 2018 dans la commune de Ketté. Il prenait en compte 500 bénéficiaires soit 450 réfugiés et 50 issus de la population hôte. Depuis janvier 2019, le projet s'étend désormais à 3 100 ménages sur 7 localités des départements du Lom et Djerem et de la Kadey (Guiwa 480, Mandjou 700, Gbiti 500, Kentzou 500, Lolo 160, Mbile 170, Timangolo 90 et Ketté 500) avec pour partenaire de mise en œuvre Lutheran World Federation (LWF).

Depuis les années 1980, le HCR utilise l'assistance monétaire à une échelle limitée. Le Haut-Commissaire, monsieur Filippo Grandi, a fait de son utilisation élargie et systématique, une priorité du HCR en 2013 tout en réaffirmant son engagement à doubler le volume du CBI d'ici 2020. Les pays ciblés sont le Niger, la Somalie, le Soudan, la Somalie, l'Éthiopie, le Cameroun, le Rwanda, RDC, Ouganda, Tanzanie, Tchad, Kenya, Iran et Afghanistan.



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Modibo Traoré, Chef de Bureau, traorem@un.org
Victoria Martinez, Chargé des Affaires Humanitaires, martinezv@un.org
Fonyuy Kiven Timothy, Public Information Officer, kiven.fonyuy@un.org

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur le site du bureau pays | www.unocha.org | www.reliefweb.int